



My trade union is proworker

Éditorial

par Jean-Claude Mailly

Après l'université du Medef et un voyage en Allemagne, c'est à Londres que le Premier ministre a expliqué devant un parterre de chefs d'entreprise : «My government is pro-business.» Il l'est tellement qu'il en oublie les travailleurs. Tel est, en effet, le sens des (effets d')annonces sur les seuils sociaux, le travail le dimanche ou l'Assurance chômage. Il l'est tellement qu'il en oublie également le service public.

Lors de récentes visites d'hôpitaux, j'ai pu mesurer la pression mise par Bercy sur les moyens de fonctionnement, exigeant des diminutions d'effectifs ou des restrictions budgétaires et compromettant la marche des établissements.

Un exemple : certains soignants se sont vus obligés d'assurer trois week-ends de suite et ont dû se mobiliser pour exiger l'effectif minimal afin de fonctionner correctement.

On nous dira que pour tenter d'obtenir de la Commission européenne et de l'Allemagne plus de souplesse budgétaire, il faut bien leur montrer qu'on fait aussi des réformes structurelles, qui sont en fait socialement douloureuses. C'est aussi le sens des déclarations du ministre de l'Économie sur l'Assurance chômage. Tout cela montre bien l'ineptie de l'actuelle logique de la construction européenne et du pacte budgétaire européen.

De son côté, le Medef n'est pas en reste. À la première réunion de la négociation sur la « modernisation du dialogue social », son objectif prioritaire fut l'inversion de la hiérarchie des normes. Concrètement, l'entreprise deviendrait le niveau prioritaire de négociation, au détriment de la branche et de l'interprofessionnel. Ce qui accentuerait la concurrence économique et sociale au détriment de la régulation et du minimum d'égalité de droits, principe républicain essentiel.

Le « modèle » anglo-saxon – puisque c'est de cela qu'il s'agit – n'est pas compatible avec le modèle républicain, notamment en matière sociale et économique. À l'heure où les pouvoirs publics cherchent dans la poche des travailleurs et des ménages pour présenter un budget pacto-conforme, il serait plus utile qu'ils s'attaquent à une grande réforme fiscale, qu'ils relancent l'activité économique pour les salaires et l'investissement public, qu'ils évitent les dérives onéreuses telles que la privatisation des autoroutes ou l'écotaxe. Face à un gouvernement pro-business, il faut affirmer le syndicat pro-travailleurs. Sans complexe et avec détermination.

Jean-claude mailly, Secrétaire général
@jcmailly sur Twitter